

Code Monétaire et Financier (Partie Législative)

DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Dispositions communes aux diverses catégories d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)

- constitution, transformation et dissolution :
 - Code monétaire et financier, art. L. 214-2 et suivant(s), L. 231-3 et suivant(s) et R. 214-1 et suivant(s) ;
 - textes non codifiés ;
- régime fiscal : Code général des impôts, art. 92 B, 92 B quinquies et s. et art. 39 sexies et s. de l'annexe III ;
- plan comptable ;
- régime applicable aux sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) : Code monétaire et financier, art. L. 214-15 et suivant(s) et D. 214-20, textes non codifiés ;
- régime applicable aux SICAV d'actionnariat salarié : Code monétaire et financier, art. L. 214-40-1, textes non codifiés ;
- régime applicable aux fonds communs de placement (FCP) : Code monétaire et financier, art. L. 214-20 et suivant(s), R. 214-51 et suivant(s), R. 214-57 et suivant(s) et D. 214-21 et suivant(s), textes non codifiés ;
- régime applicable aux OPCVM à compartiments : Code monétaire et financier, art. L. 214-33 et R. 214-23 ;
- régime applicable aux OPCVM maîtres et nourriciers : Code monétaire et financier, art. L. 214-34 et R. 214-24 , textes non codifiés ;
- régime applicable aux OPCVM à règles d'investissement allégées : Code monétaire et financier, art. L. 214-35 et suivant(s) et R. 214-29 et suivant(s), textes non codifiés ;
- régime applicable aux OPCVM contractuels : Code monétaire et financier, art. L. 214-35-2 et suivant(s) , textes non codifiés ;
- régime applicable aux OPCVM d'OPCVM coordonnés ou non coordonnés : Code monétaire et financier, art. R. 214-25 et suivant(s) ;
- régime applicable aux OPCVM à formule : Code monétaire et financier, art. R. 214-27 ;
- régime applicable aux OPCVM indiciels : Code monétaire et financier, art. R. 214-28 ;
- régime applicable aux fonds communs de placement à risques (FCPR) : Code monétaire et financier, art. L. 214-36 et suivant(s) et R. 214-38 et suivant(s) , textes non codifiés : dispositions relevant d'un règlement du Comité de la réglementation comptable et autres dispositions ;
- régime applicable aux OPCVM de fonds alternatifs : Code monétaire et financier, art. R. 214-36 et suivant(s) ;

- régime applicable aux fonds communs de placement d'entreprise : Code monétaire et financier, art. L. 214-39 et suivant(s), R. 214-51 et suivant(s) et D. 214-54, Code du travail, art. L. 443-3 , textes non codifiés ;
- régime applicable aux fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) : Code monétaire et financier, art. L. 214-41 et R. 214-59 et suivant(s), textes non codifiés ;
- régime applicable aux fonds d'investissement de proximité (FIP) :
 - régime juridique : Code monétaire et financier, art. L. 214-41-1 et R. 214-75 et suivant(s), textes non codifiés,
 - régime fiscal : Code général des impôts, art. 199 terdecies-0 A et art. 46 AI quinquies de l'annexe III.
- régime applicable aux fonds communs d'intervention sur les marchés à terme : Code monétaire et financier, art. L. 214-42, R. 214-90 et D. 214-91, textes non codifiés ;

Source : Legifrance

TEXTES RECENTS NON CODIFIES

OPCVM : Plan Comptable

- loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition - J.O. du 01/04/2006 ;
- arrêté du 26 décembre 2005 portant homologation des règlements n° 2005-06 et n° 2005-08 du Comité de la réglementation comptable - J.O. du 03/01/2006 ;
- arrêté du 26 décembre 2005 portant homologation des règlements n° 2005-01, n° 2005-02, n° 2005-03, n° 2005-04, n° 2005-05, n° 2005-07, n° 2005-09 et n° 2005-10 du Comité de la réglementation comptable - J.O. du 03/01/2006 ;
- arrêté du 6 mai 2005 portant homologation du règlement n° 2004-12 du Comité de la réglementation comptable - J.O. du 28/05/2005 ;
- décret n° 2004-1532 du 31 décembre 2004 relatif à l'entrée en vigueur de décrets et arrêtés - J.O. du 01/01/2005 ;
- arrêté du 24 décembre 2004 portant homologation des règlements n° 2004-06, n° 2004-07, n° 2004-08, n° 2004-09, n° 2004-10, n° 2004-11, n° 2004-13, n° 2004-14, n° 2004-15, n° 2004-16, n° 2004-17, n° 2004-18, n° 2004-19 du Comité de la réglementation comptable - J.O. du 01/01/2005 ;
- arrêté du 7 juin 2004 portant homologation des règlements n° 2004-01, n° 2004-02, n° 2004-03, n° 2004-04 et n° 2004-05 du Comité de la réglementation comptable - J.O. du 08/06/2004 ;
- arrêté du 3 février 2004 portant homologation du règlement n° 2001-01 du Comité de la réglementation comptable - J.O. du 20/02/2004 ;

SICAV Actionnariat salarié - Non codifiés

- décret n° 2006-448 du 14 avril 2006 relatif à la société européenne - J.O. du 16/04/2006 ;
- loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition - J.O. du 01/04/2006 ;
- arrêté du 9 mars 2006 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers - J.O. du 21/03/2006 ;
- décret n° 2006-301 du 9 mars 2006 relatif au modèle de statuts types de la société à responsabilité limitée à associé unique - J.O. du 16/03/2006 ;
- arrêté du 3 mars 2006 modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 90-02 du 23 février 1990 relatif aux fonds propres - J.O. du 10/03/2006 ;
- arrêté du 9 février 2006 modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 92-14 du 23 décembre 1992 relatif au capital minimum des établissements de crédit - J.O. du 15/02/2006 ;
- avis relatif aux taux d'intérêt des produits d'épargne réglementés - J.O. du 28/01/2006 ;
- arrêté du 31 janvier 2006 portant reconnaissance de la Bourse de Montréal (" Bourse de Montréal Inc. ") J.O. du 10/02/2006 ;
- arrêté du 30 décembre 2005 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers - J.O. du 18/01/2006 ;
- décret n° 2005-1757 du 30 décembre 2005 modifiant le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales et le décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983 relatif aux obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés - J.O. du 31/12/2005 ;
- décret n° 2005-1677 du 28 décembre 2005 pris en application de la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises - J.O. du 29/12/2005 ;
- arrêté du 26 décembre 2005 portant homologation des règlements n° 2005-01, n° 2005-02, n° 2005-03, n° 2005-04, n° 2005-05, n° 2005-07, n° 2005-09 et n° 2005-10 du Comité de la réglementation comptable - J.O. du 03/01/2006 ;
- arrêté du 14 décembre 2005 portant homologation de la norme d'exercice professionnel relative à la lettre de mission du commissaire aux comptes - J.O. du 21/12/2005 ;
- décret n° 2005-1412 du 16 novembre 2005 portant approbation du Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes - J.O. du 17/11/2005 ;
- décret n° 2005-1211 du 21 septembre 2005 portant application de l'article 126 de la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière relatif aux conditions d'agrément d'associations de défense des investisseurs - J.O. du 28/09/2005 ;

- arrêté du 19 septembre 2005 relatif à la surveillance complémentaire des établissements de crédit et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier - J.O. du 21/09/2005 ;
- arrêté du 1^{er} septembre 2005 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers - J.O. du 08/09/ 2005 ;
- décret n° 2005-1068 du 30 août 2005 pris pour l'application de l'article 16 de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales - J.O. du 31/08/2005 ;
- arrêté du 4 août 2005 fixant le pourcentage maximum de terrains pastoraux, de terrains de gagnage et de culture à gibier et d'étangs enclavés ou attenants à un massif forestier pouvant être inclus dans une société d'épargne forestière - J.O. du 20/08/2005 ;
- décret n° 2005-1007 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire du Code monétaire et financier - J.O. du 25/08/2005 ;
- décret n° 2005-1006 du 2 août 2005 relatif aux dispositions de la partie réglementaire du Code monétaire et financier relevant d'un décret délibéré en conseil des ministres - J.O. du 25/08/2005 ;
- loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises - J.O. du 03/08/2005 ;
- ordonnance n° 2005-861 du 28 juillet 2005 relative à l'établissement des comptes consolidés des entreprises d'assurance et des établissements de crédit - J.O. du 29/07/2005 ;
- loi n° 2005-750 du 4 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice - J.O. du 06/07/2005 ;
- arrêté du 17 juin 2005 relatif au cantonnement des fonds de la clientèle des entreprises d'investissement - J.O. du 25/06/2005 ;
- arrêté du 31 mai 2005 modifiant l'annexe du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 2002-01 du 18 avril 2002 - J.O. du 01/06/2005 ;
- arrêté du 24 mai 2005 modifiant les règlements n° 90-02, n° 91-05, n° 93-05, n° 95-02 et n° 2000-03 du Comité de la réglementation bancaire et financière suite à l'entrée en application des normes comptables internationales IAS/IFRS - J.O. du 28/05/2005 ;
- ordonnance n° 2005-429 du 6 mai 2005 modifiant le Code monétaire et financier (partie législative) - J.O. du 07/05/2005 ;
- arrêté du 15 avril 2005 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers - J.O. du 22/04/2005 ;
- arrêté du 4 avril 2005 portant application de l'article L. 312-1-1 du Code monétaire et financier fixant les modalités d'information de la clientèle et du public sur les conditions générales et tarifaires applicables aux opérations relatives à la gestion d'un compte de dépôt - J.O. du 05/04/2005 ;
- arrêté du 31 mars 2005 modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 97-02 du 21 février 1997 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - J.O. du 09/04/2005 ;
- arrêté du 4 avril 2005 portant application de l'article L. 312-1-1 du Code monétaire et financier fixant les modalités d'information de la clientèle et du public sur les conditions générales et tarifaires applicables aux opérations relatives à la gestion d'un compte de dépôt - J.O. du 05/04/2005 ;

- arrêté du 31 mars 2005 modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 97-02 du 21 février 1997 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - J.O. du 09/04/2005 ;
- arrêté du 4 avril 2005 portant application de l'article L. 312-1-1 du Code monétaire et financier fixant les modalités d'information de la clientèle et du public sur les conditions générales et tarifaires applicables aux opérations relatives à la gestion d'un compte de dépôt - J.O. du 05/04/2005 ;
- arrêté du 31 mars 2005 modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 97-02 du 21 février 1997 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - J.O. du 09/04/2005 ;
- arrêté du 8 mars 2005 relatif à l'abrogation des textes réglementaires interdisant la rémunération des comptes de dépôts à vue - J.O. du 16/03/2005 ;
- arrêté du 8 mars 2005 portant application de l'article L. 312-1-1 du Code monétaire et financier précisant les principales stipulations devant figurer dans les conventions de compte de dépôt - J.O. du 16/03/2005 ;
- arrêté du 24 février 2005 relatif au retrait de la qualité de marché réglementé d'instruments financiers du nouveau marché - J.O. du 27/02/2005 ;
- arrêté du 18 février 2005 modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 91-05 du 15 février 1991 relatif au ratio de solvabilité - J.O. du 26/02/2005 ;
- arrêté du 16 février 2005 pris en application du III de l'article 1^{er} du décret n° 92-137 du 13 février 1992 modifié relatif aux conditions d'émission des titres de créance négociables émis par les entreprises d'investissement, les établissements de crédit et la Caisse des dépôts et consignations - J.O. du 24/02/2005 ;
- arrêté du 16 février 2005 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1998 précisant les conditions que doivent remplir les émetteurs de titres de créances négociables mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° du III de l'article 19 de la loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 - J.O. du 24/02/2005 ;
- décret n° 2005-112 du 10 février 2005 modifiant le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales et relatif aux valeurs mobilières émises par les sociétés commerciales - J.O. du 12/02/2005 ;
- loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - J.O. du 31/12/2004.

